



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2944  
3 janvier 2025  
1,50 € • DOM: 2€



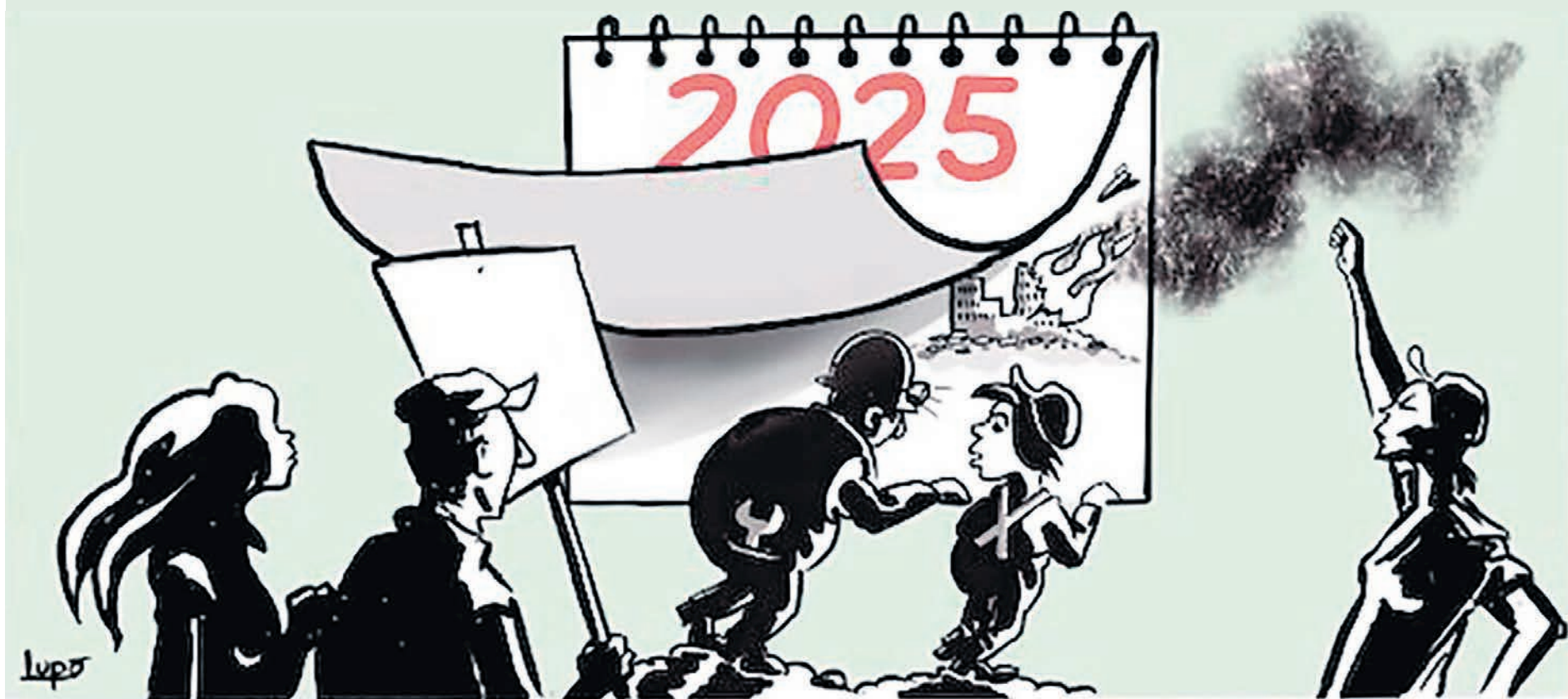
Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# 2025 : il est temps de changer le monde !



**Ministres**  
**Darmanin**  
**à l'injustice**

page 3

**Mayotte**  
**Des discours**  
**et rien d'autre**

page 4

**Moyen-Orient**  
**La guerre sans fin**  
**de Netanyahou**

page 6

**Leur société**

- Gouvernement: Darmanin à l'injustice 3
- Chômage: les capitalistes détruisent les emplois 3
- Fil rouge 3
- Mayotte: après Chido, la guerre aux pauvres 4
- Charité bien ordonnée 4
- Morts en mer: les responsabilités des gouvernants 4
- Prisons: une réalité sordide 5
- Enfants en danger: oubliés par Bayrou, utilisés par Macron 5
- Chèque énergie: pas vraiment automatique... 5
- Liévin 1974: 42 mineurs envoyés à la mort 12
- L'hypocrisie de Bayrou 12
- Morts au travail: une hécatombe qui continue 12

**Dans le monde**

- Moyen-Orient: la logique de mort de Netanyahu 6
- États-Unis: «l'homme de paix» qui faisait la guerre 6
- Yémen: sous le feu impérialiste 7
- Grande-Bretagne: sale temps pour les locataires 7
- Samsung - Corée du Sud: travailler plus pour que le patron gagne plus 7
- Mozambique: révolte contre la corruption 8
- Côte d'Ivoire: halte aux déguerpissements! 8

**Dans les entreprises**

- Bus FSO Cergy-Conflans 9
- Arc - Saint-Omer 9
- HLM - Saint-Chamond 9
- ACNA -Aéroport de Roissy 10
- Constellium - Montreuil Juigne 10
- Au nom de la lutte contre le chômage: le retour du travail gratuit 10
- Nos lecteurs écrivent 10
- TGV Paris-Lyon 11

**Agenda**

- Cercle Léon Trotsky 3
- Lutte de classe 5

# En 2025, vive le combat pour les idées révolutionnaires!

À l'aube de 2025, que souhaiter sinon une révolution qui change le monde de fond en comble ? La santé pour tous, la prospérité et la paix pour tous nécessitent d'en finir avec cette société basée sur l'exploitation, la course au profit et la guerre économique qui dégénère de plus en plus en guerre tout court.

On peut rêver que les centaines de milliards qui s'accumulent dans les coffres forts de quelques-uns servent aux hôpitaux, à l'éducation, aux transports collectifs et à la préservation de la planète. On peut rêver que plus aucun travailleur n'ait peur pour ses fins de mois ou pour sa retraite. Et on peut rêver d'en finir avec les guerres, avec le nationalisme imbécile et les frontières qui tuent. Mais il faut se battre pour que cela ne reste pas du domaine des rêves. Et cela n'a rien d'utopique !

Lorsqu'il a succédé à la société féodale, le capitalisme a fait faire un bond aux forces productives. Sous son aiguillon, l'humanité a accumulé un niveau de connaissances et de richesses inédit, déployé des moyens de production et de communication extraordinaires. D'énormes inégalités ont perduré, mais jamais les possibilités de nourrir, loger, et satisfaire les besoins de la population mondiale n'ont été aussi élevées qu'aujourd'hui. Jamais l'humanité n'est allée aussi loin dans sa compréhension du corps humain ou dans l'exploration de l'Univers.

L'activité humaine est capable de prouesses. Par exemple, reconstruire Mayotte et sortir l'île de son sous-développement ne nécessiterait pas plus de moyens que ceux qui ont été mobilisés pour la restauration de Notre-Dame de Paris ou l'organisation des Jeux Olympiques. On sait faire sortir de terre l'équivalent d'une ville avec tout le confort moderne en quelques années. Encore faut-il que les capitalistes y trouvent leur intérêt, et c'est là tout le problème !

Les maîtres de l'économie à la tête des grands groupes ne sont pas des bienfaiteurs. Ils sont dépositaires des immenses possibilités que la société a développées mais ils sont absolument incapables de les mettre au service de l'humanité.

Ils se moquent de ses besoins, ne s'intéressent qu'à ceux qui peuvent payer et ne visent que les productions rentables et le profit qu'ils en retireront.

Prospérant sur l'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles, ils ne savent le faire

qu'en aggravant les inégalités, en élargissant le gouffre séparant les pays riches des pays pauvres et en saccageant la planète. Se nourrissant de la concurrence à l'échelle internationale et de l'élimination des plus faibles, ils alimentent la haine et les guerres entre les peuples.

Le capitalisme est devenu un vaste gâchis de moyens et d'intelligence humaine. Il a fait plus que son temps !

La misère et la précarité grandissantes dans lesquelles sont tenues les classes populaires détonnent de façon révoltante avec toutes les potentialités de la société. Ce décalage est une insulte pour les trois quarts de l'humanité maintenus dans le dénuement. C'est un acte d'accusation contre les dirigeants économiques et politiques.

Aujourd'hui, loin d'élever l'humanité, le capitalisme la rabaisse en la condamnant à vivre, dans bien des régions du monde, dans un état de guerre permanent et à survivre dans des conditions indignes, comme c'est le cas à Gaza mais aussi au Soudan ou encore à Haïti.

Si le grand capital est incapable de mettre les moyens existants à la disposition de tous, les

travailleurs en ont la capacité et ils y ont intérêt. Ils peuvent arracher le pouvoir économique à la bourgeoisie en mettant fin à la propriété privée des grandes entreprises et en s'emparant du pouvoir politique.

En 1932, alors que le monde basculait dans une crise économique terrible et se rapprochait d'une nouvelle guerre mondiale, le révolutionnaire russe Léon Trotsky expliquait lors d'une conférence à Copenhague : « *La tâche historique de notre époque consiste à remplacer le jeu déchaîné du marché par un plan raisonnable, à discipliner les forces productives, à les contraindre d'agir avec harmonie en servant docilement les besoins de l'homme. C'est seulement sur cette nouvelle base sociale que l'homme pourra redresser son dos fatigué et chacun et chacune devenir un citoyen ayant plein pouvoir dans le domaine de la pensée. (...) Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.* » Cette perspective est toujours la nôtre. C'est ainsi que nos rêves d'un tout autre monde pourront voir le jour. Reprendre le flambeau de la lutte pour le socialisme et du combat pour renverser le capitalisme est le meilleur que l'on puisse se souhaiter pour l'année 2025.

Nathalie Arthaud



## Gouvernement : Darmanin à l'injustice

En tant que ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin n'avait de cesse de dénoncer le laxisme de la justice. Devenu garde des Sceaux quelques semaines plus tard, il doit désormais prouver qu'il peut changer de ministère sans changer de disque.

Rien n'est plus facile pour cet acrobate de la démagogie sécuritaire. Quand il était ministre de l'Intérieur, il s'était fait mousser avec ses destructions de bidonvilles à Mayotte, baptisées sans honte « opération place nette ». Cela a fragilisé encore plus la population avec les conséquences criminelles que l'on a constatées au moment du cyclone Chido, alors que rien n'était organisé pour les secours face à cette catastrophe annoncée.

Devenu ministre de la Justice, Darmanin lance encore une opération « place nette », mais en prison cette fois. Il prétend vouloir isoler les cents plus grands narcotrafiants emprisonnés pour les empêcher de nuire. Il faut vraiment la bêtise réactionnaire la plus crasse pour croire que les réseaux multimillionnaires des trafiquants seront combattus par quelques perquisitions en cellules à la recherche de leurs portables.

Le reste des annonces

est de la même eau. Darmanin affirme vouloir protéger les femmes victimes de féminicides ou de violences sexuelles aggravées, en portant les gardes à vue des hommes coupables à soixante-douze heures, alors que la loi le permet déjà. Et pendant qu'Élisabeth Borne a pour feuille de route de fermer des écoles, en supprimant des postes dans l'Éducation, Darmanin promet d'ouvrir des prisons.

Darmanin, Retailleau, Valls : ils sont nombreux à faire de la surenchère sécuritaire pour faire diversion quand la crise capitaliste met en péril les conditions de vie de toute la population.

Aline Urbain



SEBA

## Chômage : les capitalistes détruisent les emplois

Le nombre de chômeurs a explosé ces derniers mois. Trois millions de travailleurs sont inscrits dans la catégorie A (sans aucune activité dans le mois) en cette fin d'année. Mais ces chiffres sont volontairement atténués par différents calculs.

Si on compte tous les départements d'outre-mer et toutes les catégories (ceux qui n'ont pu travailler que quelques heures dans le mois, ceux qui sont en stage, ou en contrats aidés) on arrive à 6,1 millions de personnes. En trois mois seulement, 142 000 travailleurs supplémentaires ont été

frappés par cette calamité et finissent l'année dans la galère. Et des millions d'autres continuent à vivre dans l'angoisse du chômage. Ce n'est ni le fait du hasard, ni une fatalité ! Michelin, Valeo, Stellantis, Renault, Auchan : depuis des semaines, des grands groupes annoncent des plans de licenciements,

pendant que d'autres - ou les mêmes - suppriment des dizaines de milliers d'emplois d'intérimaires.

Chaque travailleur peut mesurer que personne n'est à l'abri du carnage que préparent les capitalistes. En effet, ceux-ci savent qu'ils n'échapperont pas à la crise et à la réduction des marchés. Ils ne se fient ni au fantôme d'un prétendu plan de réindustrialisation ni à l'augmentation d'une production qui ne viendra pas. Ils se préparent à une guerre à mort entre capitalistes concurrents, mais leurs armes sont dirigées contre la classe ouvrière : en jetant des millions de travailleurs dans la pauvreté et la misère et en usant au travail ceux qui restent, ils espèrent bien gagner et maintenir leurs profits.

Il n'y a pas d'autre choix pour les travailleurs que de se préparer à se défendre. Cela commence par mettre en avant leurs propres revendications : interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous. Et par se souvenir que si les capitalistes ont le pouvoir aujourd'hui dans la société, ce sont les travailleurs qui la font fonctionner et qui devraient la diriger.

Joséphine Sina

## .....fil rouge.....

### Poids lourds ou poids plume ?

François Bayrou se targue d'avoir composé un gouvernement de poids lourds de la politique, comprenant deux anciens Premiers ministres et des gros calibres comme Darmanin et Retailleau.

La désignation de ces prétendus spécialistes des affaires publiques et fins connaisseurs des rouages de l'État rencontre en fait l'indifférence générale de la population travailleuse. Elle pourra tout au plus impressionner la cour médiatique et, du moins c'est là-dessus que compte Bayrou, les députés.

Le maximum espéré de cette équipe est qu'elle parvienne à éviter la censure, mais cela ne l'empêche pas de rouler des mécaniques.

### Borne, barrage bidon

Les porte-parole des partis de gauche se scandalisent du retour aux affaires d'Élisabeth Borne et de quelques autres exécutants de la politique anti-ouvrière de Macron, en particulier des attaques contre les retraités et les chômeurs.

Il y a en effet de quoi être choqué... mais ces bons apôtres oublient de rappeler que c'est eux qui, par leur politique de « front républicain », ont fait réélire Borne et d'autres de la même couvée. Le prétexte était d'empêcher l'élection de députés du RN et l'accession de ce parti au pouvoir. En fait, le RN en est sorti renforcé et peut continuer à prospérer sur

l'idée que tous les partis qui portent des coups à la population sont coalisés contre lui. De plus, la politique xénophobe et sécuritaire de l'extrême droite est bien présente au gouvernement avec les Darmanin, Retailleau et autres démagogues.

Loin d'être un barrage contre le RN, la gauche de gouvernement sert elle aussi de marchepied à l'extrême droite.

### Une certaine idée de la fidélité

Pour constituer son gouvernement de poids lourds le nouveau Premier ministre est allé rechercher Manuel Valls.

Bayrou devra prendre soin de ne jamais tourner le dos à son ministre, connu pour ses coups en traître. Ainsi en 2012, Valls s'est rallié à Hollande après avoir fait campagne contre lui. Récompensé par un poste de ministre de l'Intérieur puis de Premier ministre, il a démissionné dans l'espoir de prendre la place du Président. N'ayant pas été choisi comme candidat par les militants du PS en 2017, il a alors trahi son parti et fait campagne pour Macron. Ce dernier ayant refusé de l'embaucher, Valls a tenté une carrière politique en Espagne avant de revenir à Paris, faire la roue à l'occasion de chaque remaniement ministériel, sans succès jusqu'à aujourd'hui.

Qualifié de traître universel par ses anciens compagnons du PS, Valls n'a pourtant jamais trahi les travailleurs, puisqu'il n'a jamais ni été, ni prétendu être de leur côté.

## Cercle Léon Trotsky

Samedi 1<sup>er</sup> février à 15 heures

Dans la Grande-Bretagne en crise,  
alternance au service du capital



NEIL ALL EPA

Théâtre de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

## Mayotte : après Chido, la guerre aux pauvres

Plus de deux semaines après le passage de Chido, le déplacement médiatisé de Bayrou, Borne, Valls et toute leur suite, le 30 décembre à Mayotte, n'a pas pu masquer l'incurie de l'État, incapable de répondre aux besoins élémentaires de la population mais à l'écoute des exigences des nantis.

Les habitants ne voient pas arriver l'aide que le gouvernement se vante d'acheminer sur l'île. Comme le disait l'un d'eux à Macron : « Ce que vous dites à la radio ne correspond pas à la réalité qu'on vit, nous, sur le terrain. » L'eau a été rétablie dans une partie des habitations, mais les usines ne

produisent pas assez et sa distribution alternée à des horaires très aléatoires a été rétablie. L'eau au robinet reste impropre à la consommation. Quant à l'électricité, les travailleurs d'EDM ont beau faire leur possible, ils ne peuvent raccorder toutes les maisons faute de moyens : à Petite-Terre, ils

ne disposent que d'un véhicule avec nacelle. Faute de communications claires des autorités, c'est le bouche à oreille et l'entraide qui fonctionnent pour tout, à commencer par les distributions alimentaires.

Les habitants des bidonvilles, eux, ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité de leurs voisins. Les ministres, relayant les politiciens locaux, affirment vouloir en empêcher la reconstruction. Mais les habitants des bidonvilles n'ont aucune autre solution que de tenter de rebâtir leur case, avec les matériaux qu'ils trouvent dans les décombres. Pour faire oublier qu'il est incapable d'assurer les besoins vitaux de la population, et détourner sa colère, l'État accuse les plus pauvres d'être des pilleurs. Mais si quelques-uns se servent des tôles des écoles, c'est qu'ils sont dans le dénuement le plus complet. Les vrais criminels, sont à chercher du côté des autorités, qui n'ont toujours pas envoyé les secours dans les bidonvilles où vivent des dizaines de milliers de personnes.

À manipuler des tôles dans les gravats, les blessures se multiplient avec tous les dangers d'infection grave. Les épidémies liées à l'absence d'eau potable menacent, comme le choléra qui a fait sept morts dans l'île l'été dernier. Ces nouvelles victimes viendront s'ajouter à celles causées



SERGEI-PONOMAREV-NYT

par le cyclone. Le véritable nombre de victimes reste inconnu, mais le gouvernement continue de répéter que le bilan de Chido est de 39 morts, signe du mépris sans borne des autorités pour la vie des pauvres. Il n'est pas sûr que ce nombre soit un jour connu, mais l'annonce de 100 morts, 500 morts ou plus encore serait une condamnation de l'État français.

La priorité des ministres et du préfet est de faire la chasse aux immigrés qui tenteraient de venir à Mayotte. Les forces de répression parquent en nombre dans les rues. Pourtant, les pilleurs de Mayotte ne sont pas les pauvres et les sans-papiers venus des Comores voisines. Ce sont les patrons qui profitent de la pénurie, à commencer par les Hayot, concessionnaire de Carrefour, ou ceux qui possèdent la Sodifram. Les prix flambent, le pack d'eau potable atteint 8 euros et le kilo de clous, indispensables pour reconstruire, 15 euros ! Le blocage des prix annoncé par Macron est inexistant. Et cette spéculation affame les plus démunis, désormais contraints d'acheter leur nourriture, alors qu'ils survivaient grâce à un petit

lopin de terre ravagé par le cyclone.

À l'inverse des travailleurs, le patronat peut compter sur l'État pour défendre ses intérêts. Le projet de loi spéciale Mayotte, annoncé pour janvier, prévoit que le paiement des cotisations patronales soit suspendu « jusqu'à nouvel ordre ». Les patrons du BTP mahorais réclament l'allongement de la journée de travail à 14 heures, ainsi que la réduction de la durée de repos. Or, à Mayotte, les deux principales entreprises de BTP ne sont pas des petits artisans qui ont tout perdu avec Chido, ce sont des filiales des trusts français Vinci et Colas. Ces grands groupes se réjouissent déjà des contrats de reconstruction des bâtiments publics, sachant que plus d'une centaine d'écoles, collèges et lycées sont endommagés.

Quels que soient les discours hypocrites des ministres, la reconstruction de l'île ne se fera pas au profit des classes populaires qui continueront de survivre dans la précarité, mais à celui des grands groupes assoiffés de profits pour qui l'État est toujours un serviteur dévoué.

Tania Lemel

### Charité bien ordonnée...

Alors que les dons de la population de la métropole affluent, la grande bourgeoisie française semble moins émue par les dégâts causés par Chido que par ceux subis par Notre-Dame il y a cinq ans.

Les Arnault, Bettencourt, Pinault et Total avaient alors versé près de 600 millions d'euros, en quelques heures. Pour Mayotte, seul Total a promis 5 millions d'euros... soit pour le trust pétrolier l'équivalent d'un don de 35 centimes que ferait un travailleur payé au smic !

Il est vrai qu'à Mayotte, on ne parle pas de vieilles pierres lavées à l'eau bénite mais de vies

humaines, qui plus est celles de pauvres. Qu'ils survivent ou non, il n'y a aucun retour publicitaire sur investissement à en attendre pour l'industrie du luxe.

Quant à l'État français, incapable de déployer en urgence les secours et le ravitaillement, il a bloqué pendant plusieurs jours un bateau rempli d'eau et de vivres, envoyé par les Comores voisines. Le prétexte invoqué était le contrôle sanitaire de denrées ne provenant pas de l'Union européenne ! L'État est défaillant et criminel mais veille en toutes circonstances sur sa souveraineté.

T. L.

## Morts en mer : les responsabilités des gouvernants

Quatre-vingts personnes qui tentaient de rejoindre l'Espagne depuis le Maroc ont fait naufrage le 19 décembre. Il n'y a eu que onze survivants. Ces faits ont été communiqués par le gouvernement malien, car un nombre important des personnes noyées venaient du Mali.

L'impérialisme français, qui a largement alimenté le chaos dans lequel a sombré ce pays, porte une responsabilité écrasante dans ces drames. Les troupes françaises avaient été envoyées au Mali sous la présidence de Hollande, sous le prétexte de combattre les groupes djihadistes. L'opération militaire Barkhane, qui dura de 2014 à 2022, loin d'améliorer les

choses pour la population, perpétua le sous-développement et le désespoir, et devint une cause majeure d'aggravation de la violence. Les groupes djihadistes essaient, alimentés entre autres par la haine contre les soldats français. Le résultat catastrophique est que depuis 2013, plus de 3 millions d'habitants du Sahel ont dû fuir leurs habitations, selon

le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU, dont une partie a cherché à rejoindre l'Europe.

L'ONG espagnole Caminando Fronteras a comptabilisé les décès survenus dans l'année 2024 sur les routes migratoires vers l'Espagne. Ceux-ci s'élèvent à plus de 10 400, un nombre supérieur de 58 % à celui enregistré l'an dernier. L'accélération des drames en mer, en particulier, ne résulte pas de la politique de la seule Espagne, mais de la chasse aux migrants menée par l'Europe, dont

la France, est largement décisionnaire.

L'impérialisme français est ainsi à la fois au point

de départ et à l'arrivée des routes de l'exil et de leurs tragédies.

Thomas Baumer



REUTERS

Une tentative de traversée de la Manche le 4 septembre 2024.

## Prisons : une réalité sordide

À peine nommé ministre de la Justice, Gérald Darmanin s'est démultiplié dans les médias pour faire assaut de démagogie sécuritaire.

Quand on se penche sur la réalité des prisons, les annonces tonitruantes peuvent être ramenées à leur juste proportion : celle d'une coquille vide faute de moyens.

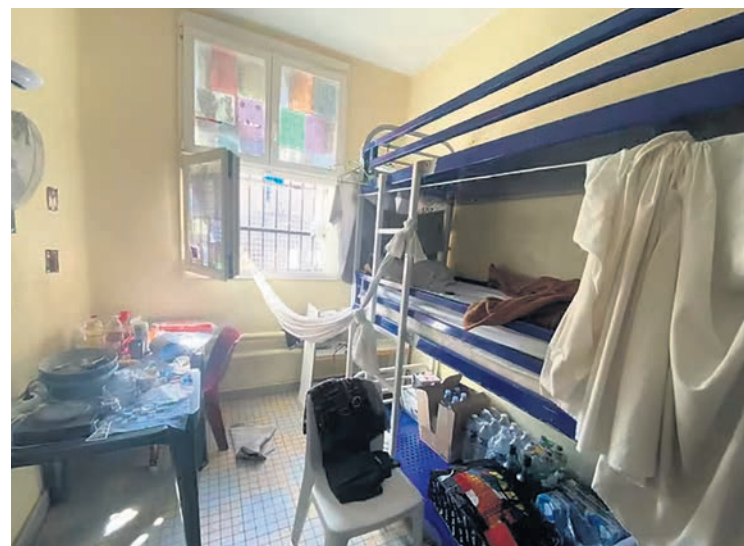
À son arrivée au pouvoir en 2017, Macron avait promis de créer 15 000 places de prison pour lutter contre la surpopulation carcérale, qui faisait de la France l'un des pays européens aux conditions d'incarcération les plus indignes. Sept ans plus tard, on en est à peine à 4 500 nouvelles places et les prisonniers continuent de s'entasser dans des conditions dégradantes. Il est vrai que certains grands criminels, lieutenants de réseaux de trafic de drogue, parviennent à gérer leurs affaires depuis leur cellule.

Ils le font d'autant plus tranquillement qu'ils sont souvent de véritables détenus modèles, chargeant d'autres prisonniers d'être leurs messagers, leurs relais téléphoniques et leurs livreurs. « En somme, on retrouve derrière les barreaux, la réalité de la rue : ce sont les petites mains qui se salissent, la hiérarchie intermédiaire qui fait tourner la machine, pendant que les vrais patrons restent loin de la rue et de la prison », résumait en 2019 un visiteur de prison qui se rendait régulièrement à celle de Villepinte, en Seine-Saint-Denis.

Côté surveillants, les syndicats soulignent que pour isoler « les 100 narcotrafiquants les plus dangereux » comme le promet Darmanin, il faudrait disposer de quartiers d'isolement. Or ceux-ci

sont déjà pleins. Par ailleurs, maintenir un détenu isolé des autres signifie disposer de quatre surveillants pour l'accompagner dans chacun de ses déplacements, quand les syndicats estiment qu'il manque au bas mot 5 000 surveillants dans les prisons. Mais surtout, les associations d'aide aux détenus, et aussi des professionnels intervenant dans les prisons, soulignent l'inutilité, voire la nocivité de l'isolement. « On peut avoir l'illusion que l'isolement de détenus étiquetés particulièrement dangereux peut au moins protéger les surveillants ou les autres détenus. La vérité c'est qu'on ajoute de la violence à la violence, de la folie à la folie, parce que l'isolement peut rendre fous ceux qui ne l'étaient pas avant », témoigne un ancien détenu auprès d'une association.

Darmanin prétend également qu'avec lui à la Justice,



Dans la prison de Fresnes.

« toutes les peines seront effectuées » et qu'il incarne la fin d'un prétendu laxisme. Mais d'après les propres chiffres du ministère de la Justice pour 2023, le nombre de détenus n'avait jamais été aussi élevé et la surpopulation était particulièrement importante dans les maisons d'arrêt, c'est-à-dire les prisons où se trouvent les personnes attendant d'être jugées ou condamnées à de courtes peines. Là, le taux d'occupation moyen dépassait les 141 %.

Parler de surpeupler encore plus les prisons ou d'en durcir les conditions d'incarcération profitera peut-être au crédit de Darmanin. Mais supprimer les trafics qui pourrissent la vie des quartiers, ou simplement freiner le développement de la violence, impliquerait de s'attaquer aux maux de cette société d'exploitation. L'État servi par Darmanin, avec ses prisons, ses tribunaux et ses policiers, est justement là pour la protéger.

Nadia Cantale

## Enfants en danger : oubliés par Bayrou, utilisés par Macron

Les associations d'aide à l'enfance ont remarqué que le gouvernement Bayrou ne compte ni ministre, ni même secrétaire d'État dédié à cette question.

Macron lui-même a réparé la bévue et promet la création d'un haut-commissariat à l'enfance dès le mois de janvier. Car, dit-il, « la protection de l'enfance est au cœur de (son) engagement et le restera dans les trente mois qui viennent ».

Chaque nuit, cet hiver, 2 000 enfants dorment dans la rue dont plusieurs centaines de moins de trois ans. Ce n'est pas nouveau et, en janvier 2022, le secrétaire d'État au Logement avait promis une rallonge de 120 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence des familles avec de jeunes enfants. Rien n'est jamais arrivé. Le même

avait promis à l'automne de la même année « zéro enfant à la rue » pour l'hiver. On voit ce qu'il en est.

En revanche, les divers gouvernements du président Macron ont baissé les APL, diminué les crédits pour l'aide au logement populaire, promulgué une loi antisquat, diminué le nombre de places en hébergement d'urgence, c'est-à-dire, en fin de compte, poussé à la rue des familles entières.

L'aide sociale à l'enfance (ASE), qui concerne 200 000 jeunes, est du ressort des départements. Les besoins augmentent en même temps que la misère mais les gouvernements diminuent les dotations aux départements, qui doivent faire plus avec moins. La situation de l'ASE est catastrophique au point que, en permanence, 3 000 décisions de placement d'enfants en danger dans des foyers ou des familles d'accueil ne peuvent être exécutées faute de moyens. Des scandales d'enfants placés

exploités, voire torturés ont été mis sur la place publique cette année. Ils ont été rendus possibles par le manque de moyens de contrôle, c'est-à-dire le manque de moyens tout court des services d'aide à l'enfance. Les associations remarquent que les jeunes, une fois sortis du système, sont livrés à eux-mêmes et parfois tellement déboussolés que des milliers sont réduits à la prostitution. Il n'y a évidemment ni crédits, ni éducateurs, ni hébergements en nombre suffisant pour leur venir en aide.

Dans une société toujours plus féroce, les coups tombent sur les plus faibles, et donc sur les enfants. Bayrou, qui continuera la politique de ses prédécesseurs dans ce domaine comme dans les autres, les a oubliés dans son savant dosage de postes et d'intitulés ministériels. Pour Macron, président et larbin des riches, spécialiste des coupes dans les budgets utiles à la population, c'est seulement l'occasion de savonner un peu la planche pour son Premier ministre.

Paul Galois

## Chèque énergie : pas vraiment automatique...

Un million de personnes qui auraient dû bénéficier automatiquement du chèque énergie, attribué aux plus modestes vivant avec moins de 1 000 euros par mois, ne l'ont pas touché. En juillet, le gouvernement a mis en place un guichet de réclamation en ligne, fixant au 31 décembre la date limite. Or,

900 000 personnes n'ont toujours pas fait cette démarche... et n'allait sans doute pas la faire avant la fin de l'année.

Les prétendues aides aux plus pauvres coûtent moins cher à l'État que celles qui sont promises au grand patronat. Et ces dernières sont vraiment versées !

E.G.



ELODIE BECU

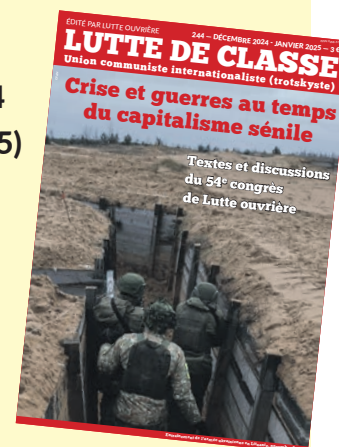
**Lisez**  
**Lutte de classe,**  
revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 244  
(décembre 2024-janvier 2025)

**Crise et guerres au temps  
du capitalisme sénile**

- Textes d'orientation du 54<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière
- Discussions
- Interventions des groupes invités

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



## Moyen-Orient: la logique de mort de Netanyahu

Depuis bientôt quinze mois, le gouvernement d'Israël répand la mort au Moyen-Orient. L'attaque meurtrière du Hamas le 7 octobre 2023 a été le prélude à un déluge de bombes sur des dizaines de villes et villages, des dizaines de milliers de maisons, d'infrastructures, de bâtiments collectifs.

C'est à un véritable débarquement de soldats et de chars que l'on assiste, dans plusieurs zones de la région dans laquelle l'État israélien veut s'affirmer comme le premier gendarme.

Après avoir anéanti de nombreuses bases militaires en Syrie, les bombardements israéliens ont pris pour cibles, depuis le 26 décembre, des sites tenus par les Houthis au Yémen. Pour autant, les attaques contre la population de Gaza n'ont pas cessé. Elles ont à leur actif, rien que dans ce territoire, la mort de plus de 45 000 habitants, hommes, femmes et enfants, plusieurs centaines de milliers de blessés et de

sans-abri, Netanyahu et l'état-major israélien poursuivent ce qu'ils appellent « un siège dans le siège » en chassant toute vie palestinienne dans le nord du territoire qu'ils transforment en un no man's land sous leur contrôle.

La dernière ignominie en date est la destruction pure et simple, le 27 décembre, de l'hôpital Kamal-Adwan, dans la zone de Beit Lahiya à quelques kilomètres de la frontière nord de Gaza. Des dizaines de blessés graves ont dû être évacués tant bien que mal après le largage de papillons d'alerte par l'armée. Selon l'OMS, soixante

CAPTURE D'ÉCRAN



Après la destruction de l'hôpital Kamal-Adwan.

agents et vingt-cinq patients seraient dans un état critique. Des soignants ont été arrêtés, ainsi que le médecin qui dirige l'hôpital, le docteur Hossam Abou Safiya, accusés d'être « des terroristes du Hamas », agissant dans un « centre de commandement ». Du prétendu « centre » il ne reste à présent que des ruines, tout ayant été incendié par les troupes de Netanyahu.

Auparavant, à deux reprises, en novembre 2023 puis octobre 2024, c'est l'hôpital Al-Shifa, autrefois le plus grand du territoire, qui avait été entièrement détruit par l'armée israélienne. L'hôpital indonésien, le seul encore debout dans le nord, ne dispose plus d'équipements suffisants pour traiter les blessés. À travers cette destruction systématique du système de santé, c'est une condamnation à mort des Gazaouis

que décrète le gouvernement israélien, alors que les survivants tentent de résister malgré la famine, le manque d'eau, de soins, d'abris que le terrorisme d'État et l'obstruction à l'aide humanitaire provoquent délibérément.

C'est tout un peuple qui est ainsi systématiquement massacré, dans le silence complice des parrains occidentaux du régime de Netanyahu.

**Viviane Lafont**

## États-Unis: "l'homme de paix" qui faisait la guerre

Mort le 29 décembre, Jimmy Carter, président des États-Unis de 1977 à 1981, a été largement salué comme un homme de paix et un défenseur des droits humains. Biden a avancé, sans rire, que « des millions de personnes à travers l'Amérique et le monde qui ne l'ont jamais rencontré le considéraient comme un ami proche ».

Sous la présidence de Carter, les États-Unis sortaient d'un revers cuisant au Vietnam, et étaient contraints d'ajuster leur politique étrangère. C'est ainsi qu'après avoir mis la Chine à l'index pendant plus de vingt ans, ils ont reconnu le régime de Mao, sous Nixon puis sous Carter. Mais pour le reste, l'impérialisme américain restait fidèle à ses fondamentaux, y compris la défense de féroces dictatures amies. Ainsi, au Nicaragua, Carter défendait le régime honni de Somoza contre la guérilla sandiniste qui devait renverser le dictateur en 1979. Au Salvador, il soutint également la junte militaire contre la guérilla du Front Farabundo Martí.

En Iran, le Shah avait été installé au pouvoir en 1953, à la faveur d'un coup d'État organisé par la CIA

contre le Premier ministre Mossadegh qui avait osé nationaliser le pétrole. Soutenant la dictature du Shah jusqu'au bout, Carter se rendit à son invitation en 1977, saluant le « grand leadership » du monarque iranien et « le respect, l'admiration et l'amour que [son] peuple lui donne ». Un an plus tard, la révolution balayait ce régime et, après que Carter eut accueilli le Shah aux États-Unis, le régime des ayatollahs qui lui avait succédé prenait en otage soixante fonctionnaires américains de l'ambassade. Cet épisode humiliant devait contribuer à sa défaite face à Reagan à l'élection présidentielle de 1980.

En Afghanistan, envahi en décembre 1979 par l'Union soviétique qui voulait mettre en place un régime allié à ses frontières,

les États-Unis lancèrent l'opération Cyclone, qui garantit une aide importante aux fondamentalistes religieux, afin que l'URSS connaisse son propre bourbier vietnamien. La guerre allait durer une décennie et se solder par le départ des Soviétiques, avant que les islamistes, puis les talibans, parviennent au pouvoir et se retournent contre leurs anciens bailleurs de fonds américains.

Au crédit de Carter, sont portés les accords de Camp David en 1978, la paix entre

Israël et l'Égypte. En fait, ces accords signifiaient surtout que l'Égypte, jusqu'alors leader du monde arabe dans la confrontation avec l'État d'Israël, reconnaissait officiellement celui-ci. Cet accord n'était pas synonyme de paix pour les Palestiniens, en particulier pour ceux de l'enclave de Gaza, à la frontière égyptienne, ni pour les autres États arabes qui essayaient de tenir tête aux États-Unis, comme l'Irak de Saddam Hussein allait en faire l'expérience en 1991 et en 2003.

Les accords de Camp David étaient en quelque sorte les précurseurs de ceux d'Abraham de 2020, quand les Émirats arabes unis, Bahreïn ou encore le Maroc ont à leur tour reconnu Israël, considérant officiellement le dossier palestinien comme clos.

Quant à la politique intérieure de Carter, elle consista, alors que les États-Unis s'enfonçaient dans une grave crise économique, à s'assurer que ce soient les travailleurs et non les actionnaires qui en fassent les frais. À bien des égards, sa politique antiouvrière préparait la croisade de Reagan contre les grèves et les syndicats.

Carter reçoit aujourd'hui une pluie d'hommages des dirigeants impérialistes pour tous ces bons et loyaux services. Il est vrai qu'à l'époque, un président américain savait encore envelopper sa politique criminelle derrière un pathos de bon chrétien aimant son prochain. Autant de choses dont ne s'embarrassent pas Trump, ni même Biden.

**Michel Bondelet**



Jimmy Carter et le Shah d'Iran en 1977.

## Yémen : sous le feu impérialiste

Les 26 et 27 décembre, les bombardements israéliens ont touché plusieurs sites du Yémen, dont l'aéroport de Sanaa, la capitale contrôlée par les Houthis.

L'armée israélienne a déclaré avoir ciblé à l'aéroport de Sanaa « des infrastructures militaires utilisées par les Houthis » ainsi que des centrales électriques et des sites militaires notamment à Hodeïda, le port de l'ouest du pays, pour riposter à des attaques des Houthis. « Nous sommes déterminés à couper cette branche terroriste de l'axe du mal iranien », a averti le 26 décembre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, affirmant qu'il continuerait à frapper. « Nous allons traquer tous les dirigeants houthis », a déclaré de son côté le ministre de la Défense Israël Katz.

Ainsi, après Gaza, le Liban, la Syrie, l'armée israélienne continue sa fuite en

avant meurtrière en visant le Yémen, et en gardant toujours en ligne de mire l'Iran. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a condamné « l'escalade », soulignant que les bombardements d'infrastructures de transport « posent de graves risques aux opérations humanitaires à un moment où des millions de personnes ont besoin d'aide vitale ». Le patron de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, a subi lui-même le bombardement du 26 décembre à l'aéroport de Sanaa. Mais ni l'ONU ni l'OMS n'impressionnent les dirigeants israéliens.

Le mouvement houthiste est apparu au début des années 2000 au sein de la minorité chiite du nord du Yémen. Il s'est développé face à un



Après les bombardements près de l'aéroport de Sanaa le 26 décembre.

pouvoir dictatorial corrompu, contre lequel le mécontentement de la population a éclaté dans les manifestations du Printemps arabe de 2011. C'est en réaction, fin mars 2015, que l'Arabie saoudite, appuyée par les États-Unis, a déclenché une guerre pour tenter de rétablir le « pouvoir légitime du Yémen ». Celle-ci a duré huit ans et provoqué des dizaines de milliers de morts, la famine, et un chaos régional du fait de la multiplication des bandes armées.

L'Arabie saoudite n'est cependant pas parvenue à vaincre les Houthis qu'elle accuse d'être soutenus par l'Iran. Ceux-ci continuent de la défier de même qu'Israël et ses parrains impérialistes. Depuis janvier 2024 en particulier, ils mènent des actions en mer Rouge contre des navires de commerce, au nom d'une solidarité avec les Palestiniens massacrés à Gaza par l'État israélien avec le soutien américain.

Les nouveaux bombardements contre le Yémen

ne visent pas seulement le pouvoir des Houthis. Ils sont l'affirmation par les dirigeants israéliens qu'ils sont prêts à faire la guerre dans toute la région, y compris en menaçant l'Iran. Les États-Unis ne sont d'ailleurs pas en reste qui, quelques jours auparavant, avaient eux aussi visé des cibles à Sanaa. Loin de désavouer leur allié israélien, ils se montrent prêts à agir de concert.

Aline Retesse

## Grande-Bretagne : sale temps pour les locataires



Manifestation de locataires.

En Grande-Bretagne, pour anticiper l'adoption prochaine d'une loi qui pourrait écorner un peu leur toute-puissance, des propriétaires sont en train d'expulser des locataires à un rythme accéléré.

En Grande-Bretagne, il n'y a pas de trêve hivernale pour les expulsions. Depuis 1988, la loi permet, sous certaines conditions, de ne donner que deux mois aux locataires pour quitter leur logement. La « section 21 » du texte permet même à un propriétaire d'expulser sans justification, il lui suffit de déclarer qu'il veut récupérer son bien. C'est pourquoi on parle de « no-fault eviction », c'est-à-dire d'évictions sans faute quelconque du locataire. Les témoignages sont légion de travailleurs contraints de

déménager dix fois en dix ans, avec toutes les difficultés matérielles et psychologiques que cela entraîne, notamment dans la scolarisation des enfants. Le temps d'attente pour se voir attribuer un logement social dépassant souvent les six mois, bien des familles finissent à la rue.

C'est sous la Première ministre conservatrice Margaret Thatcher que cette loi avait été adoptée, dans une période marquée aussi par la vente au privé de millions de logements municipaux de type HLM.

Dans un pays qui est pourtant le sixième plus riche du monde, la crise du logement est devenue permanente pour les classes populaires. Là où il faudrait construire chaque année 300 000 logements neufs, on stagne à la moitié, et leur prix est rarement abordable. La rareté de l'offre pousse depuis des décennies les prix de l'immobilier et les loyers à la hausse, si bien qu'il est presque impossible pour un salarié modeste de devenir propriétaire à Londres et dans sa banlieue, et que les locations elles-mêmes deviennent inaccessibles. Dans le reste du pays aussi, les tarifs ont explosé, avec une augmentation globale de 30 % depuis 2019.

Revenu au pouvoir depuis six mois, le Parti travailliste de Keir Starmer ne cesse d'évoquer les « caisses vides » laissées par son prédécesseur conservateur pour justifier son incapacité à résoudre les problèmes cruciaux de la population. Aujourd'hui, reprenant une idée évoquée sous les conservateurs mais jamais mise en œuvre, la Chambre des communes à majorité

Labour s'apprête à adopter une loi mettant un terme aux évictions dites « section 21 ». C'est-à-dire que demain, les propriétaires devront peut-être donner au moins une raison avant d'expulser... La belle affaire !

En attendant, ils procèdent donc à des évictions préventives, sans que Starmer les en empêche. Surtout, même si cette loi sur les droits des locataires finit par voir le jour, les travaillistes écartent d'avance tout encadrement des loyers et toute

planification de constructions. Autant dire que se loger correctement va rester un vrai problème pour des millions de travailleurs, et que le nombre de personnes sans domicile, en hausse de 19 % l'an passé, n'est pas près de baisser. Des centaines de locataires londoniens ont manifesté le 14 décembre pour dénoncer les expulsions en cours. En ce début d'hiver, plus que jamais on a envie de crier : « Expropriation des expropriateurs ! »

Thierry Hervé

## Samsung – Corée du Sud : travailler plus pour que le patron gagne plus

Le 24 décembre, en Corée du Sud, les dirigeants de Samsung Electronics ont demandé au Parlement une exception à la limite de temps de travail qui existe en principe pour leurs cadres. Celui-ci est en effet limité jusqu'à présent à 52 heures par semaine, heures supplémentaires comprises. Poids lourd de l'électronique mondiale, le

groupe a fait 2,6 milliards d'euros de bénéfices au deuxième trimestre 2024, mais il juge ces résultats « décevants »... Et en Corée, les capitalistes tiennent les mêmes discours qu'ailleurs : quand ils font des profits, ils en veulent toujours plus et c'est toujours en aggravant l'exploitation des travailleurs.

E. G.

## Mozambique : **révolte** contre la corruption

**Au Mozambique, fin décembre, plus de cent trente personnes ont été tuées par les forces de répression. Les manifestants ont été des milliers à contester, à Maputo et dans plusieurs villes, le résultat des élections présidentielles.**

Le 23 décembre, la Cour suprême avait validé l'élection de Daniel Chapo, le candidat du Frelimo, le parti au pouvoir depuis cinquante ans. Les jeunes manifestants dénoncent la corruption qui règne au sommet de l'État et accusent le Frelimo d'avoir truqué les élections. Avant de régner sur le Mozambique devenu indépendant en 1975, ce mouvement qui avait dirigé la lutte victorieuse contre le colonisateur portugais se déclarait communiste et était aidé par l'URSS. Mais une fois à la tête du nouvel État indépendant, il abandonna ses références marxistes qui n'étaient qu'une phraséologie et devint le défenseur d'un capitalisme pur et dur. Cela signifiait dans un pays pauvre comme le Mozambique la permission donnée à l'impérialisme de piller les maigres ressources du territoire en échange de

quelques miettes.

Comme dans tous les pays africains, ces richesses sont surtout minières, et les trusts se sont jetés dessus en arrosant au passage les sommets de l'État et donc les dirigeants du Frelimo, car pour qu'il y ait corruption encore faut-il qu'il y ait des corrupteurs. Le pays possède ainsi l'un des plus grands gisements mondiaux de rubis, sur lequel la société britannique Gemfields a mis la main. Du côté des hydrocarbures c'est aussi l'euphorie. Dans la province de Capo Delgado, Total a pris en main le développement de ce qui devrait être le plus important gisement gazier d'Afrique. L'armée mozambiquaise tente d'en protéger les installations contre des djihadistes d'Al-Shabab qui veulent leur part du gâteau, mais elle n'est capable que de terroriser la population locale.



Avant une manifestation à Maputo, en novembre dernier.

Le trafic de bois précieux, en particulier vers la Chine, est lui aussi florissant.

À côté de cela, le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans les zones urbaines, le chômage atteint officiellement 36 % des habitants, et en réalité bien plus. Dans les campagnes, où vit misérablement une majorité de petits cultivateurs, les cyclones tropicaux frappent régulièrement. En mars 2023, une épidémie de choléra s'était déclarée après le passage de l'un d'entre eux. L'État est totalement défaillant, les fonctionnaires et même l'armée ne sont plus payés depuis le mois d'août. Cela n'empêche pas,

parallèlement, les hommes au pouvoir de rouler carrosse en siphonnant les fonds publics.

C'est ce spectacle odieux qui a jeté la jeunesse dans la rue, parfois aux cris de « le pouvoir au peuple », une colère dont les partis d'opposition et en particulier le candidat Venancio Mondlane, arrivé en seconde position à l'élection présidentielle, entendent bien profiter. Mais son profil suffit à montrer qu'il n'est en rien différent des actuels dirigeants dont il veut prendre la place. Il fut longtemps l'un des leaders du principal parti d'opposition, le Renamo, et ne le quitta en juin dernier

pour tenter sa chance de son côté que parce qu'il ne l'avait pas désigné comme candidat. Le Renamo est issu d'une ancienne guérilla opposée au Frelimo et soutenue au temps de l'apartheid par l'Afrique du Sud et par la Rhodésie. Les diatribes de Mondlane contre la corruption, semblables à celles de bien des dirigeants africains voulant prendre une place à la tête de l'État, ne doivent pas faire illusion. Si les travailleurs du Mozambique veulent « le pouvoir au peuple », il leur faudra combattre sous leur propre drapeau et non sous celui de cet arriviste.

**Daniel Mescla**

## Côte d'Ivoire : **halte aux déguerpissements !**

**Cet article est extrait du *Pouvoir aux travailleurs*, journal de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI).**

Les autorités de Côte d'Ivoire viennent d'annoncer la suspension des opérations de « déguerpissement » lancées il y a un an à Abidjan, probablement à cause des élections qui approchent.

La démolition des quartiers pauvres a été décidée prétendument pour lutter contre « le désordre urbain et l'insalubrité » dans le district d'Abidjan, mais les fauteurs de désordre et de l'insalubrité ne sont pas les habitants qui, faute de moyens, sont condamnés à survivre dans ces quartiers insalubres ne bénéficiant d'aucune infrastructure. Le premier responsable est le gouvernement, parce qu'il ne s'est jamais soucié des conditions d'existence de la population pauvre. Il a trouvé des milliards pour construire des stades ou des œuvres de prestige mais

pas un centime pour loger les familles pauvres qui s'entassent dans des taudis au milieu de la boue et des moustiques. Il ne s'agit pas là d'une question de moyens techniques ou financiers mais d'un choix politique et cela ne date pas d'aujourd'hui. Le président Ouattara ne fait que poursuivre la politique de ses prédécesseurs depuis l'indépendance du pays. Leur souci à tous a toujours été de favoriser la classe des riches et des exploités au détriment de la population pauvre et des travailleurs.

Le gouverneur du district d'Abidjan a déclaré, il y a quelques mois, qu'il avait établi une liste de plus de « cent soixante-dix sites à détruire ». Des bulldozers et des pelleteuses, encadrés par des corps habillés [les forces de répression en uniforme]

et des loubards, ont en quelques minutes réduit à l'état de gravats ce que des petites gens ont mis toute une vie à bâtir au prix de mille sacrifices. Plusieurs quartiers de la ville ont été rasés, des dizaines de milliers de personnes ont été chassées comme des animaux.

« La pauvreté n'est pas un crime ! » criait à juste raison un jeune révolté par la violence de l'État à l'égard des habitants de son quartier. Ce qui est criminel est de détruire les lieux d'habitation

et le gagne-pain de milliers de personnes, de jeter à la rue des familles entières, souvent sous la pluie, en ne leur laissant comme alternative que de dormir à la belle étoile sur des tas de ruines comme après un bombardement.

Derrière la prétendue volonté de lutter contre l'insalubrité et pour l'embellissement de la ville, ce que veut le gouvernement est récupérer à moindre frais les sites ainsi libérés au profit de quelques rapaces du

secteur immobilier. Depuis le début de ces opérations de déguerpissement, nulle part on n'a vu des travaux d'embellissement ou d'assainissement sur les espaces libérés. Par contre, des promoteurs immobiliers n'ont pas tardé à y mettre la main. C'est le cas du quartier de l'Abattoir de Port-Bouët alors que le site avait été démoli sous prétexte qu'il était inondable et impropre à l'habitation.

Ceux qui ont essayé de s'opposer à ces démolitions, comme ce fut le cas à Yopougon-Gesco, Port-Bouët-Abattoir ou Adjamé-village, ont eu mille fois raison car face à la voracité des promoteurs immobiliers, à l'exploitation capitaliste et au mépris du gouvernement, les travailleurs et les populations pauvres n'ont que la lutte collective comme voie pour se faire respecter et défendre leurs intérêts.

**Le pouvoir aux travailleurs**



En février 2024, un déguerpissement à Abidjan.



## Bus FSO Cergy-Conflans : la direction joue le pourrissement

Une trentaine de bus sont sortis du dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône lundi 30 décembre, au 55<sup>e</sup> jour de grève. Ils étaient très majoritairement conduits par des intérimaires.

Le nombre élevé de chauffeurs en congé et le nombre croissant de ceux qui sont en arrêt maladie permet à la direction d'embaucher des intérimaires sur des services de « non-grévistes ». Mais cela ne suffit pas à faire réellement tourner le réseau de 32 lignes et 400 chauffeurs.

C'est peut-être pour cela que la direction a envoyé le même jour aux salariés FSO une lettre menaçant les grévistes. Elle y annonce que ni les jours de grève de décembre, ni les droits de retrait déposés par les CDI non grévistes ne seront payés.

En effet, espérant sauver une petite paie, bien des chauffeurs ont alterné les jours de grève et une petite série de jours travaillés, ou de jours de congé, et

beaucoup ont aussi déposé des droits de retrait à la suite d'incidents qui ont eu lieu lors des premières sorties de bus. Mais en les menaçant FSO a réussi à faire faire des tours aux intérimaires. Valérie Péresse, la présidente de la région et d'Île-de-France Mobilités, s'en sert pour prétendre qu'il n'y a plus de danger et donc que les droits de retrait, devenus illégitimes, n'ont pas à être payés.

Pour le reste, la lettre reprend les mensonges habituels sur l'agressivité des élus des travailleurs et des grévistes contre la direction et les non-grévistes, l'intransigeance des négociateurs FO qui empêcherait « le moindre compromis », et la direction menace de ramener tout le monde au

niveau de la convention collective si aucun accord n'est signé avant le 31 mars.

Mais les grévistes n'acceptent pas la baisse programmée de leur taux horaire, qui se traduira inévitablement par une baisse importante de salaire au fil du temps. Péresse, ayant mal coordonné ses mensonges avec ceux de FSO, a lâché que le contrat Cergy-Confluence « coûtait » 40 millions d'euros, et non 37, comme le dit FSO depuis le début. Ce sont trois millions de différence, alors que FSO jure qu'il ne peut pas maintenir les salaires car il lui manquerait... deux millions d'euros.

Les grévistes savent depuis le début que l'hostilité complice et féroce de leur direction et de Péresse

n'est pas un problème financier immédiat comme on le leur raconte. La lettre de menace de FSO livre la vraie piste en évoquant la mise en concurrence des délégations de service public des transports d'Île-de-France, qui est lancée et dont le premier cycle s'achève en 2024. Un autre cycle s'ouvre, qui concernera les lignes de la première couronne, jusqu'à assurées par la RATP.

Une lutte en partie factice se livre entre quelques groupes relativement modestes comme FSO ou Lacroix-Savac, et des géants comme Keolys, Transdev ou

la filiale créée par la RATP pour se répartir les lots pour quatre ou six ans. La seule façon d'éviter qu'elle nuise aux profits est de s'attaquer aux travailleurs, au premier rang desquels les chauffeurs.

La résistance inattendue des chauffeurs FSO gêne ce projet. Un jour ou l'autre, une telle combativité pourrait servir d'exemple, faire tâche d'huile et enrayer la machine. C'est cette crainte qui explique l'acharnement de FSO et d'Île-de-France Mobilités contre les chauffeurs.

Correspondant LO



## Arc – Saint-Omer : racket à tous les niveaux

Chez Arc, groupe mondial fabriquant de vaisselle, dont le principal site de production se situe à côté de Saint-Omer dans le Pas-de-Calais, la direction, depuis des années, mène des campagnes visant à faire croire que la situation de l'entreprise serait catastrophique.

Ces déclarations patronales servent de fait à justifier, voire à masquer, un parasitisme toujours plus vorace. Tout est bon pour que les actionnaires récupèrent du cash. Le plan de chômage partiel, mis en place au moment du Covid et qui s'achève à la fin de l'année 2024, a coûté plusieurs dizaines de millions d'euros

d'argent public. D'autres aides ont été versées à l'entreprise au titre de prêts. Certains d'entre eux ont été accordés par la Communauté d'agglomération de Saint-Omer (CAPSO), à hauteur de plusieurs millions d'euros. Mais après avoir prolongé les délais de remboursement et avoir baissé les taux d'intérêt de l'emprunt,

la CAPSO a finalement décidé de faire comme si le prêt n'allait finalement pas être remboursé du tout. C'est autant d'argent qui va manquer pour la santé, les écoles ou l'entretien des infrastructures de prévention des inondations.

Pour les salariés d'Arc, le début d'année 2025 va marquer le passage du chômage partiel au chômage technique. Les jours chômés imposés ne seront plus payés qu'à 60 % du salaire brut. C'est une attaque de plus sur des salaires déjà insuffisants face à des prix qui, eux, continuent d'augmenter.

Ce patronat riche à milliards montre un parasitisme sans borne. Non seulement sa fortune s'est formée sur l'exploitation de générations d'ouvriers, mais elle se fait sur le dos de toute la société.

Correspondant LO

## HLM – Saint-Chamond : des locataires écrasés par les charges

En novembre, à Saint-Chamond, dans la Loire, des locataires de plusieurs secteurs HLM gérés par Habitat & Métropole ont eu la désagréable surprise de découvrir, en recevant leurs décomptes annuels de charges, des demandes de rallonge de 500 à 600 euros.

Les locataires qui se sont rendus à l'agence de Saint-Chamond n'ont guère eu d'explications car le personnel s'est déclaré incompétent pour leur répondre. Il ne peut pas non plus se connecter au siège de Saint-Étienne où sont les dossiers. De même, pour consulter les factures, droit que la loi prévoit pour les locataires, ceux-ci doivent aller à Saint-Étienne... s'ils obtiennent un rendez-vous.

Pour essayer de calmer la colère des locataires, Habitat & Métropole, un office public de l'habitat de 18 000 locataires né de la fusion récente de quatre OPH, a organisé trois réunions en centre-ville. Ces réunions où des responsables de l'OPH ont présenté des graphiques sur l'évolution des prix du gaz et de l'électricité n'ont

pas convaincu. La colère des locataires s'est exprimée face à la hausse pas du tout transparente des charges, mais aussi à propos des travaux demandés mais pas réalisés sur les bâtiments et dans les appartements, et du chauffage insuffisant.

Des hausses similaires ont été constatées à Saint-Étienne ou à Firminy, où il a été répondu à certains locataires mécontents qu'ils n'avaient qu'à déménager ! La réponse de l'OPH a été d'envoyer la note sur les avis d'échéance de novembre en proposant, bon prince, un échéancier pour la rallonge sur les charges. Cela représente, sur l'année, l'équivalent d'un loyer supplémentaire. Il n'est pas dit que les locataires en restent là.

Correspondant LO



## ACNA – Aéroport de Roissy : **les grévistes tiennent à leurs revendications**

**Durant la semaine de Noël, les travailleurs d'ACNA, une entreprise sous-traitante d'un millier de salariés qui assurent entre autres le ménage des avions, ont continué leur mouvement entamé le 12 décembre.**

Ils protestent contre l'aggravation de leurs conditions de travail et l'attitude de leur direction. En 2018, celle-ci avait pris prétexte de difficultés supposées pour imposer une aggravation de la charge de travail. Puis en 2021 un « accord de compétitivité » très défavorable a introduit la polyvalence à outrance et rajouté des tâches. La tentative d'aggraver encore ces reculs a

provoqué la grève.

Face à ce mouvement d'une grosse minorité de salariés déterminés, la direction a d'abord essayé d'intimider le personnel, contestant les préavis de grève, convoquant des dizaines de grévistes à des entretiens, les menaçant de sanctions pouvant aller jusqu'aux licenciements. Mais ceux-ci n'ont pas reculé, encouragés par l'attitude

des autres salariés, et renforcés par la manifestation de soutien organisée lundi 23 décembre par des syndicats et des militants syndicaux et politiques.

À l'approche de la fin d'année, la direction a commencé à bouger. Elle n'a pu continuer longtemps à prétendre que ces débrayages nombreux de deux heures par équipe ne la gênaient pas.

Elle a reculé sur les sanctions, après avoir essayé de maintenir des menaces. Le travail étant déjà passé de trois avions par

équipe à quatre, elle voulait le faire passer à cinq mais elle y renonce aussi. Et alors qu'elle essaye d'imposer un nouveau roulement, les grévistes veulent revenir à ce qu'ils avaient auparavant, un week-end de trois jours toutes les trois semaines afin de pouvoir réellement se reposer et voir la famille.

Le patron a ouvert des négociations, mais il manœuvre et n'a pas encore cédé sur ce à quoi tiennent les grévistes. Lundi 30 décembre, la grève continuait.

**Correspondant LO**



## Constellium – Montreuil-Juigné : **débrayage pour les salaires**

**Dans l'entreprise Constellium située près d'Angers, à Montreuil-Juigné dans le Maine-et-Loire, près de 300 travailleurs fabriquent des pièces en aluminium pour l'aéronautique, principalement pour Airbus.**

En prévision des négociations annuelles obligatoires sur les salaires, 90 d'entre eux, réunis en assemblée générale à l'appel de la CGT, ont voté à l'unanimité la revendication de 100 euros d'augmentation pour tous. La direction, elle, ne propose que 1,4 % d'augmentation, ce qui correspond à entre 25 et 30 euros pour les ouvriers.

Dans cette usine qui depuis 2023 bat des records de bénéfices (ils dépassent annuellement les 10 millions d'euros), cette pingrie passe mal auprès des travailleurs. Tout comme

la déclaration du PDG du groupe demandant de faire des efforts, alors qu'il est rémunéré tous les ans à hauteur de plusieurs millions ! Constellium, coté à Wall Street et employant 12 000 salariés dans le monde, est tout sauf un petit artisan en difficulté.

Une cinquantaine de salariés ont donc décidé de débrayer jeudi 12 décembre, le jour d'une réunion de négociations. Suite à cette action, de menues concessions ont été proposées mais bien insuffisantes, ne serait-ce que pour compenser l'inflation.

La grande majorité des grévistes réunis devant l'usine ont donc décidé de rejeter la proposition, de refuser le chantage de la direction à la signature d'un accord avant les congés de fin d'année, et de se donner rendez-vous en janvier, en espérant mobiliser alors davantage de collègues.

Dans les autres usines du groupe Constellium en France, la même insatisfaction se ressent et les appels à la grève, qui circulent à Issoire dans le Puy-de-Dôme et à Neuf-Brisach dans le Haut-Rhin, pourraient être bien suivis. Les travailleurs ont raison de se battre pour leurs salaires. Sans luttes, les « augmentations » resteront microscopiques.

**Correspondant LO**

## Au nom de la lutte contre le chômage : **le retour du travail gratuit**

Dans le département du Pas-de-Calais, les travailleurs au RSA se voient proposer des contrats d'accueil de 20 heures par semaine au maximum, et d'une durée de trois mois renouvelables, payés 3 euros de l'heure.

La somme gagnée est appelée « pécule », sur le site de l'association Mahra-le-Toit qui organise « ces ateliers de remobilisation », et est cumulable avec le RSA. Pour ne pas être accusé de

vivre aux crochets de la société, ces salariés se retrouvent à travailler quasi gratuitement. Devront-ils bientôt justifier de ces missions pour percevoir uniquement le RSA ? Concrètement, des travailleurs de Saint-Omer, par exemple, effectuent du conditionnement ou d'autres tâches pour le compte de groupes comme Auchan ou la verrerie Arc. En cas de refus ou d'absence, ils risquent de

se retrouver sans aucune ressource.

Sous prétexte de lutter pour que les travailleurs ayant épuisé leurs droits au chômage retrouvent un emploi, des patrons remplacent des employés qui ont un salaire par d'autres qui sont payés à 30 % du smic ou dont ils ne payent qu'une petite partie du salaire.

Au nom de la réinsertion, les allocataires du RSA étaient souvent obligés de

faire des stages gratuits pour un patron ou d'effectuer des travaux pour les collectivités, il devient désormais possible d'en faire la variable d'ajustement de grands groupes industriels ou commerciaux qui au même moment sont parfois en train de supprimer des postes ou licencier. Voilà où mène la mise en concurrence des travailleurs au profit du patronat.

**Inès Rabah**



# TGV Paris-Lyon : un drame révélateur

Le soir du 24 décembre, l'arrêt brutal du TGV Paris-Lyon-Saint-Étienne a bloqué l'axe sud-est. Les chaînes d'actualité se sont immédiatement jetées sur les voyageurs gênés par les retards de trains, tendant le micro à ceux qui accusaient les cheminots de gâcher le réveillon de Noël.

Le lendemain, Philippe Tabarot, tout nouveau ministre des Transports, annonçait, sans attendre les conclusions de l'enquête et sans un mot de compassion pour la famille et les proches, que le conducteur du TGV 6689 s'était suicidé en se jetant du train. Il s'en prenait au contraire au conducteur en osant prétendre : « Ça aurait pu être plus grave, s'il avait souhaité faire dérailler son train », alors qu'en l'absence de réaction du conducteur les trains s'arrêtent immédiatement, sans risque pour les passagers.

Bruno Rejony, le conducteur décédé, était un militant CGT de Saint-Étienne, adhérent au PCF, respecté pour son engagement et son humanité et qui participait activement aux luttes et aux réactions collectives des cheminots. Sa mort a bouleversé nombre d'entre eux dans la région et au-delà. En Bretagne, de nombreux cheminots se sont

ainsi fabriqué un ruban noir qu'ils portent au travail, dans les gares et les trains. Beaucoup ont mis une photo ou un hommage sur le profil de leurs réseaux sociaux. En gare de Strasbourg, samedi 28 décembre, un texte d'hommage à Bruno a été lu à la sono générale et tous les trains ont sifflé à midi. À Saint-Brieuc, 30 cheminots se sont spontanément réunis. Un peu partout circulaient sur les réseaux sociaux des appels à se rassembler et les discussions fusaient.

Beaucoup ont été choqués par l'attitude du ministre et celle des grands médias, qui méprisent et salissent les travailleurs qui font tourner la société. Le soir même du 24 décembre, les cheminots de la gare de Lyon Part-Dieu sont par exemple restés en poste jusqu'à 5 h 30. Alors qu'ils devaient le quitter à minuit, ils ont assuré la prise en charge et la



Sur une page Facebook des cheminots.

sécurité des voyageurs dont les trains étaient retardés, tout comme l'ont fait les contrôleurs et les ouvriers de l'entreprise de nettoyage ONET qui intervenaient sur le train.

Si les réactions des cheminots sont aussi nombreuses à ce décès, c'est que le mal-être et les difficultés s'accumulent dans leur quotidien, avec l'individualisation des tâches. La fragmentation de l'entreprise consécutive aux filialisations successives accentue les coupures et le sentiment d'isolement. Ainsi les

conducteurs se retrouvent de plus en plus seuls à bord des trains et passent parfois plusieurs jours sans voir leur famille. Dans les gares, les cheminots des TER, des Ouigo ou des TGV Inouï peuvent ne plus se rencontrer, ne plus avoir accès aux mêmes salles de coupure.

Le nouveau ministre ne fait pas qu'afficher son mépris de classe des travailleurs du rail : au travers des mandats et sinécures qu'il cumule, il tente de démolir leurs droits. En tant que vice-président LR du Conseil

régional, Tabarot a mis en place la privatisation des TER en région PACA avant de proposer une loi, cette fois en tant que sénateur LR des Alpes-Maritimes, pour limiter le droit de grève dans les transports.

Ses déclarations sont donc cohérentes avec le personnage. Les hommages sincères au décès d'un des leurs sont venus du camp des travailleurs, et certes pas de celui de ses adversaires, qu'ils soient à la tête de la SNCF ou au gouvernement.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Liévin 1974: 42 mineurs envoyés à la mort

Le 27 décembre 1974, sur les 90 mineurs descendus à la Fosse 3 de la mine à Liévin, dans le Pas-de-Calais, 42 trouvèrent la mort. À 710 mètres de profondeur, ils effectuaient les travaux préparatoires à l'exploitation de ce chantier lorsqu'un coup de grisou et un coup de poussier les condamnèrent à mort, par asphyxie ou brûlés vifs.

Mise en cause, la direction des Houillères se défendit en assurant que toutes les mesures de sécurité avaient été prises et elle fut couverte par le gouvernement. Si Chirac, alors Premier ministre, fit le déplacement le 31 décembre pour l'enterrement des mineurs et versa des larmes de crocodile, le gouvernement ne s'écarta pas de la version officielle d'un « coup de grisou inexplicable ». Quant aux nombreux mineurs qui avaient eux aussi, fait le déplacement pour protester contre la mort de leurs camarades,

ils avaient été soigneusement tenus à l'écart de Chirac et des autres officiels, la zone de la cérémonie leur étant interdite. Sur leurs banderoles, on pouvait lire entre autres : « *Il n'y a pas de fatalité. Nous voulons la vérité* ».

Les mineurs savaient bien que cette catastrophe, si elle était la plus meurtrière d'après-guerre, n'était pas un accident isolé et « inexplicable », mais le résultat de la politique d'économies de la direction des Houillères. Celle-ci vantait pourtant un taux d'accidents mortels en baisse,



Les obsèques des mineurs.

passé de 111 par an en 1960 à 33 en 1973. Mais le chiffre était une tromperie, car entre ces deux dates des puits avaient fermé et le nombre de mineurs avait considérablement diminué. Si bien que proportionnellement, le nombre de mineurs perdant leur vie à la gagner au fond des tailles était resté

pratiquement le même. Et il faudrait bien sûr ajouter, aux morts lors d'accidents comme les explosions de grisou, les victimes de la silicose, qui meurent empoisonnés lentement.

Dans le cas particulier de la catastrophe de Liévin, les mineurs de la Fosse 3 s'étaient plaints des conditions de travail et de l'air irrespirable. Après les quelques jours de congés de Noël, certains avaient même refusé d'y redescendre car les conditions de sécurité n'étaient pas réunies. Et en effet, le juge Henri Pascal, chargé de déterminer les circonstances dans lesquelles la catastrophe avait pu se produire, inculpa l'ingénieur en chef des Houillères, pour n'avoir pas veillé à l'application des mesures de sécurité. Le juge constata que les ingénieurs ne s'étaient pas déplacés depuis plus de six mois sur le chantier où s'était produit l'accident. Il leur reprochait également de ne s'être jamais servis d'appareils mesurant le niveau de grisou « dans les chantiers

en préparation, qui traversent de vieux chantiers grisouteux, comme celui du drame ».

Quelques mois plus tard, en juillet, ce juge, qui avait fait connaître son intention d'inculper d'autres responsables plus haut placés, fut dessaisi de l'affaire. Mais les expertises ne laissant aucun doute, six juges et sept ans plus tard, en 1981, le tribunal correctionnel de Béthune finit par reconnaître la responsabilité civile des Houillères du Bassin du Nord Pas-de-Calais (HBNPC) et par les condamner pour « faute inexcusable ». Si cela permit une augmentation de la pension trimestrielle des veuves, aucun des patrons de la mine, coupables de ces morts, ne termina derrière les barreaux. Même l'ingénieur en chef des Houillères, qui faisait office de bouc émissaire pour avoir appliqué les directives d'économies des patrons de la mine, condamné à une amende, n'alla pas en prison. Il est vrai que le rôle de l'État et des gouvernements est de protéger ces criminels-là.

Nadia Cantale

## L'hypocrisie de Bayrou

Vendredi 27 décembre, le nouveau Premier ministre, François Bayrou, a effectué un déplacement surprise à Liévin, dans le Pas-de-Calais, s'invitant à la commémoration du cinquantième anniversaire de la catastrophe minière, où 42 mineurs furent tués.

Bayrou s'inscrit ainsi dans la longue suite des chefs de gouvernement désireux d'afficher leur compassion pour ces « victimes tombées au champ d'honneur du travail », selon les mots de Mitterrand, qu'il a repris lors de son discours. Il n'a pas manqué d'ajouter sa touche personnelle en déclarant : « *Travail, courage, résilience, c'est une*

*leçon que nous partageons au moment où nous sommes tous appelés à une œuvre de construction et à une œuvre d'unité.* »

Bayrou a donc réussi l'exploit de transformer la catastrophe dans laquelle les mineurs perdirent la vie en une « leçon d'unité » sans dire un mot de la responsabilité des patrons de la mine dans leur mort !

Quant aux familles de victimes, elles ont pu davantage se retrouver dans les éléments repris par les documentaires et les expositions organisées les jours précédents. Entre autres choses révoltantes, on y apprenait par exemple que les Houillères réclamèrent

la restitution des bleus de travail aux familles des mineurs tués dans la catastrophe, ou encore qu'une veuve de mineur, qui avait le tort de ne pas être mariée à son compagnon, dut quitter le logement appartenant à la compagnie. Comble de la mesquinerie, les Houillères arrêtaient la dernière paie versée au 27 décembre. Les mineurs étant morts ce jour-là, pas question pour elle « d'offrir » les derniers jours du mois ! C'est dans ces détails-là que se mesure le mensonge de « l'œuvre d'unité » que les Bayrou et consorts vantent aux travailleurs.

Correspondant LO

## Morts au travail : une hécatombe qui continue

Les statistiques officielles sur les accidents de travail ont été publiées le 13 décembre. En 2023, on relevait 1 287 décès, soit 60 de plus qu'en 2022. Sept cent cinquante-neuf travailleurs étaient décédés dans l'entreprise, 21 de plus qu'en 2022, 332 sur le trajet et 196 suite à une maladie professionnelle.

Aussi révoltants que soient ces chiffres, ils sont pourtant en dessous de la réalité. D'abord ils ne concernent que les salariés relevant du régime général de la Sécurité sociale. Cela écarte dix millions de travailleurs dont ceux de la fonction publique (où la fréquence des accidents de travail augmente régulièrement), les travailleurs de l'agriculture

(151 morts en 2022), les marins-pêcheurs (25 morts ou disparus en 2023), entre autres. Cela écarte aussi évidemment les autoentrepreneurs qui peuvent bien mourir sur un chantier ou sur un vélo sans que jamais leur donneur d'ordre ne soit inquiété. Entre le capitaliste et l'autoentrepreneur, il n'y a pas au regard de la loi une relation de travail, mais bien

une relation commerciale qui n'intéresse ni l'État, ni la Sécurité sociale, ni les services statistiques.

Le chiffre de 196 décès suite à des maladies professionnelles est également volontairement sous-estimé. Les cancers dus à l'amiante, qui ne s'attrapent pas en faisant du surf ou en rédigeant des projets de loi, tuent à eux seuls 1 600 personnes par an, et ce ne sont pas les seules maladies qui détruisent lentement les prolétaires. Non seulement la course au profit fait que des millions de travailleurs sont contraints de prendre des risques chaque jour,

mais elle commande aussi au patronat de ne pas reconnaître les maladies professionnelles afin de minimiser ses cotisations sociales.

L'État aide la classe dirigeante dans cette dissimulation et ne prend aucune mesure contraignante sérieuse. Pire encore, l'administration détruit consciencieusement ce que les luttes des travailleurs avaient arraché en la matière, depuis le droit de regard des délégués du personnel sur les conditions de travail jusqu'aux quelques pouvoirs et crédits de l'inspection du travail.

Ainsi, si le nombre d'accidents de travail en 2023

est en baisse, il ne mesure en fait qu'une baisse du nombre de déclarations. Les accidents, en fait toujours plus nombreux, sont déclarés en maladie voire pas déclarés du tout, sous la pression directe de l'employeur ou la pression indirecte de la peur du chômage.

L'exploitation du travail est une guerre quotidienne, elle a ses morts et ses blessés, ses orphelins et ses gueules cassées. Mais elle est menée plus systématiquement du côté des exploiters et de leur État que de celui des travailleurs.

Paul Galois